

NATIONS UNIES

CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/2164/Add.4

2 avril 1952

FRANCAIS

ORIGINAL : ESPAGNOL

LE PROBLEME DE L'APATRIDIE

Renseignements communiqués par les Etats conformément  
à la résolution 352 (XII) du Conseil économique et social  
relative au problème de l'apatridie

Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer les renseignements ci-après qui lui ont été adressés le 22 août 1951 par le Ministère des relations extérieures de l'Equateur.

52-33168

REPUBLIQUE DE L'EQUATEUR  
MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES

"1. Le Ministre des relations extérieures de l'Equateur a l'honneur de répondre à la note du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies N° SOA 325/04, en date du 5 avril 1951, relative au problème de l'apatridie.

2. Dans cette note, le Secrétaire général priait le Gouvernement de l'Equateur de lui faire parvenir des renseignements sur le problème de l'apatridie en Equateur, conformément à la résolution adoptée par le Conseil économique et social le 13 mars 1951 et à la Section III de la résolution 319 B (XI) du Conseil, dont le texte est reproduit dans la note du Secrétaire général, N° SOA 325/5/02, en date du 27 septembre 1950. Le Ministre des relations extérieures de l'Equateur a donc l'honneur de communiquer au Secrétaire général les renseignements suivants :

3. La République de l'Equateur n'est pas directement intéressée par des changements de souveraineté qui puissent donner lieu à des cas d'apatridie; dans ces conditions, la partie de la Section III de la résolution 319 (XI) dont le libellé est le suivant : "Recommande aux Etats directement intéressés par des changements de souveraineté territoriale d'inclure dans les accords relatifs à ces changements les dispositions nécessaires pour éviter les cas d'apatridie", ne la concerne pas.

4. Le Conseil économique et social a notamment invité les Etats "à examiner avec bienveillance les demandes de naturalisation présentées par des apatrides résidant habituellement sur leurs territoires et, le cas échéant, de revoir leur législation nationale en matière de nationalité, en vue de réduire dans toute la mesure du possible les cas d'apatridie que crée l'application de cette législation."

5. A ce propos, on peut dire que la Constitution et la législation de la République de l'Equateur sont fondées sur ce principe que la nationalité est un lien créé volontairement entre l'individu et l'Etat qui le protège ou le représente. Ce principe du lien créé volontairement s'applique aux Equatoriens et aux étrangers résidant sur le territoire de l'Equateur.

6. L'article 15(b) de la Constitution de la République stipule qu'un Equatorien perd sa nationalité s'il est naturalisé dans un autre Etat. Ceci confirme ce qui a été exposé précédemment, à savoir que la nationalité est considérée comme un lien volontaire.

7. Pour ce qui est des étrangers, l'article 11 et l'article 92 (11) de la Constitution leur ouvrent la possibilité d'acquérir la nationalité équatorienne.

8. Mais, sous réserve de ce principe que la nationalité est un lien créé volontairement, le législateur, et en particulier les organes administratifs dans leur pratique quotidienne, inclinent à supprimer l'apatridie ou à en réduire autant que possible le nombre des cas puisqu'elle est considérée comme un phénomène juridique inopportun et anormal.

9. L'article 12 de la Constitution supprime tout risque d'apatridie pour la femme équatorienne qui épouse un étranger. Cet article stipule ce qui suit : "le mariage et sa dissolution n'affectent pas la nationalité du mari, ni celle de la femme". Il en résulte que la femme équatorienne qui épouse un étranger reste équatorienne, à moins qu'elle ne demande à acquérir la nationalité de son mari.

10. Il en est de même d'un Equatorien qui est naturalisé dans un autre pays et revient en Equateur pour y établir sa résidence. La législation de la plupart des pays stipule qu'un étranger naturalisé perd la nationalité ainsi acquise s'il demeure absent du pays pendant un laps de temps déterminé. Un Equatorien qui, après avoir été naturalisé dans un autre pays, le quitte pour revenir en Equateur, perdant de ce fait la nationalité qu'il avait acquise, ne demeure pas apatride parce que, aux termes de notre législation, il recouvre sa nationalité équatorienne s'il établit sa résidence dans le pays pour un certain laps de temps et s'il exprime le désir de reprendre sa nationalité initiale (article 16 de la Constitution et article 17 du Règlement relatif à la naturalisation).

11. La législation de l'Equateur ne contient aucune mesure visant à supprimer l'apatridie par coercition ou persuasion, étant donné que de tels procédés iraient à l'encontre du principe fondamental selon lequel la nationalité est un lien créé volontairement. En revanche, une fois qu'un apatride a exprimé le désir d'acquérir la nationalité équatorienne, la Constitution et la législation lui offrent, sans aucune discrimination, les mêmes possibilités qu'à tout autre

étranger et, s'il remplit les conditions énoncées dans les dispositions législatives et réglementaires correspondantes, l'Exécutif, dans l'exercice de ses pouvoirs discrétionnaires, lui accorde la nationalité équatorienne (article 92 (11) de la Constitution, article 13 de la Loi sur la naturalisation et articles 1 et 2 du Règlement relatif à la naturalisation).

12. La femme d'un apatride, comme la femme de tout autre étranger, peut acquérir la nationalité équatorienne après que son mari a acquis cette nationalité, en adressant une demande au Ministère des relations extérieures, à qui il appartient de décider de conférer la nationalité équatorienne à la requérante sans lui imposer les formalités d'usage (article 6 du Règlement relatif à la naturalisation).

13. Pour le reste, les apatrides jouissent des mêmes droits civils que les Equatoriens et les autres étrangers et ne sont l'objet d'aucune mesure discriminatoire. Enfin, il y a lieu de noter que lorsqu'un apatride désire quitter le pays, il lui est remis un certificat spécial de voyage, valable six mois et qui peut être renouvelé pour une période de six mois. Cette disposition spéciale résulte du fait que les apatrides ne possèdent pas de passeport qui leur permette de quitter le pays et ne peuvent donc accomplir les formalités d'usage (article 6 de la Loi sur les étrangers et article 21 du Règlement relatif aux passeports).

14. Les textes de loi mentionnés dans la présente étude figurent dans le document ci-joint.

Quito, le 22 août 1951"

ANNEXES

I

Constitution de la République de l'Equateur (Extraits)

Art. 11. Deviennent Equatoriens par naturalisation :

- a) Les personnes auxquelles le Congrès a conféré la nationalité équatorienne pour services rendus au pays;
- b) Les personnes qui ont obtenu le certificat de naturalisation conformément aux dispositions de la loi;
- c) Les personnes nées à l'étranger de parents étrangers et qui n'avaient pas atteint l'âge de dix-huit ans lorsque leurs parents ont été naturalisés équatoriens. Ces personnes conserveront cette nationalité à moins qu'elles ne la répudient expressément.

Art. 12. Le mariage et sa dissolution n'affectent pas la nationalité du mari et de la femme.

Art. 15. Perd la nationalité équatorienne :

- a) .....
- b) Celui qui est naturalisé dans un autre Etat.

Art. 16. La nationalité peut être recouvrée conformément aux dispositions de la loi.

Art. 92. Le Président de la République a le pouvoir et le devoir

.....

(11) d'accorder et d'annuler les certificats de naturalisation conformément à la Constitution et à la loi.

II

Règlement relatif à la naturalisation (Extraits)

Art. 1. Tous les étrangers, sans distinction, qui remplissent les conditions énoncées dans la loi et dans le présent règlement ont le droit de demander à se faire naturaliser Equatoriens.

Art. 2. Pour pouvoir faire une demande de lettre de naturalisation, il faut :

- 1) Jouir des droits civils conformément à son statut personnel et à la législation de l'Equateur;
- 2) Posséder légalement des biens ou une affaire, exercer une profession, ou des fonctions licites permettant de subvenir à ses propres besoins;
- 3) Avoir résidé dans le pays pendant cinq ans après l'obtention du dernier certificat de domicile;
- 4) Avoir eu une conduite irréprochable avant et pendant sa résidence dans le pays;
- 5) Savoir parler et écrire l'espagnol et avoir une connaissance générale de l'histoire, de la géographie et de la Constitution du pays;
- 6) présenter un certificat émanant du représentant diplomatique ou consulaire compétent attestant que la naturalisation fera perdre au postulant sa nationalité antérieure.

Art. 6. La femme étrangère mariée à un citoyen équatorien pourra obtenir la nationalité de son mari, soit en déclarant dans l'acte de mariage qu'elle adopte la nationalité équatorienne et renonce à sa nationalité précédente, soit postérieurement au mariage, au moyen d'une demande adressée au Ministre des relations extérieures qui prendra la décision qui convient.

Art. 17. Tout Equatorien qui a été naturalisé dans un autre pays peut recouvrer sa nationalité équatorienne s'il établit sa résidence en Equateur pour une période de deux ans minimum et s'il déclare renoncer à la nationalité acquise et exprime le désir de reprendre sa nationalité équatorienne, dans une demande qui doit être adressée au Ministre des relations extérieures et à laquelle doit être joint le certificat de naturalisation. Le Ministre des relations extérieures pourra décider, s'il le juge bon et après avoir pris l'avis du Département de la justice, de conférer la nationalité

équatorienne au requérant et fera enregistrer cette décision par la Chancellerie et par la Direction générale de l'état civil. Une copie certifiée conforme de cette décision sera remise à l'intéressé.

### III

#### Lois sur les étrangers (Extraits)

Art. 6. Tous les étrangers, sans exception, qui entrent dans le pays, se soumettent de ce fait à la législation équatorienne et, par conséquent, à la Constitution, aux lois, aux règlements de police et à la juridiction de la République de l'Equateur. En aucun cas, ils ne peuvent invoquer leur qualité d'étranger pour se soustraire aux dispositions de la Constitution, aux lois, aux règlements de police ou à la juridiction de la République de l'Equateur.

### IV

#### Règlement général relatif aux passeports (Extraits)

Art. 21. Lorsqu'un étranger qui est entré légalement dans le pays désire le quitter, mais ne peut obtenir de passeport des autorités du pays dont il est ressortissant parce que ce pays n'a pas de représentant diplomatique accrédité auprès du Gouvernement de l'Equateur, ou parce qu'il est apatride, ou pour toute autre raison valable, les Autorités chargées de la délivrance des passeports peuvent, après avoir dûment consulté la Chancellerie, délivrer à l'intéressé un certificat spécial du modèle joint au présent règlement. Ce certificat sera valable pour la durée d'un seul voyage. Il ne peut en aucun cas tenir lieu de passeport, et ne sera délivré à l'intéressé qu'après que celui-ci aura établi de façon satisfaisante sa nationalité ou sa qualité d'apatride et aura fourni à l'appui de sa demande des raisons jugées valables.

-----